



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France
Unité départementale de Seine-et-Marne**

Pôle Élevages Est

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 07/01/2025

**Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 16/12/2024**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EARL AVICOLE DU VIVIER

**LES FILLES DIEU
77160 PROVINS**

Références : E-PEE/Maz/250019

Code AIOT : 0057700166

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2024 dans l'établissement d'élevage avicole de l'EARL AVICOLE DU VIVIER, implanté LES FILLES DIEU 77160 Provins. L'inspection a été annoncée le 05/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 16/12/2024 s'inscrit dans le rythme normal d'inspection prévu par le plan pluri-annuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Elle avait pour thèmes principaux la prévention des risques d'incendie et la maîtrise des émissions d'ammoniac dans l'atmosphère, suivant les priorités arrêtées par la Direction Générale de la Prévention des Risques du Ministère de la Transition Écologique au titre de l'année 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL AVICOLE DU VIVIER
- LES FILLES DIEU 77160 PROVINS
- Code AIOT : 0057700166
- Régime : Autorisation (Rubrique n° 3660 "Élevage intensif")
- Statut Seveso : Non
- Statut IED : Oui

Le site d'élevage avicole des Filles Dieu à Provins est composé de 4 bâtiments d'élevage de poulets de chair à claustration, d'une capacité autorisée totale de 108 000 emplacements de volailles. L'exploitant a engagé une procédure d'autorisation environnementale, dans l'objectif d'augmenter la capacité de l'élevage avicole, en construisant notamment un cinquième bâtiment.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en oeuvre des Meilleures Techniques Disponibles (MTD)
- Sécurité générale et prévention des incendies
- Gestion des émissions d'ammoniac dans l'air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'établissement, qui existe depuis de nombreuses années, n'a jamais fait l'objet de plaintes, concernant le bruit, les odeurs ou tout autre sujet, ni d'aucun incident d'exploitation notable.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Capacité technique	Arrêté Préfectoral du 06/11/2002, article 1	Sans objet
2	Accessibilité de l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
4	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
5	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Sans objet
6	Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I	Sans objet
7	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Sans objet
8	Compostage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29	Sans objet
9	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 25	Sans objet
10	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 32	Sans objet
11	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
12	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 13	Sans objet
13	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 11	Sans objet
14	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 11	Sans objet
15	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 27	Sans objet
16	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 1, 2, 9, 12, 26 et 29	Sans objet
17	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 23	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour les points de contrôle vérifiés, portant essentiellement sur les thématiques prioritaires de l'année (sécurité incendie et émissions d'ammoniac dans l'air), aucune anomalie n'a été constatée lors de l'inspection du 16/12/2024.

2-4) Fiches de constats

POINT DE CONTRÔLE N° 1 : Capacité technique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2002, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Capacité
Prescription contrôlée : La capacité de stockage de gaz inflammables liquéfiés en réservoirs manufacturés est fixée à 6,8 tonnes de gaz au maximum
Constats : Les capacités de gaz présentes sur site sont conformes à l'autorisation environnementale. Il est à noter que les 4 citernes restent la propriété du fournisseur de gaz, la société Vitogaz, qui en assure l'entretien et la recharge. Néanmoins, il est rappelé que la sécurité générale de l'établissement et le respect des règles prescrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation incombent à l'exploitant de l'installation classée d'élevage. Ce dernier doit, à tout le moins, contrôler l'action de son prestataire, dont la carence éventuelle ne dégagera pas sa responsabilité en cas d'incident.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 2 : Accessibilité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
Constats : L'établissement dispose de deux accès routiers, adaptés aux engins lourds, ainsi qu'un troisième accès par l'arrière, donnant sur un chemin rural. Un plan détaillé du site, recensant la localisation des points d'attention, notamment les citernes de gaz, est implanté sur un grand panneau au niveau du point principal d'accès des secours, qui se trouve du côté de la réserve incendie municipale.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

Ces dispositions sont respectées. Vingt extincteurs sont présents sur site. Ces extincteurs font l'objet d'une location avec entretien, assurée par la société Veritech. La dernière intervention de suivi de ce prestataire a eu lieu le 25 novembre 2024.

Les systèmes de sécurité, liés aux capacités de stockage de gaz, sont vérifiés par le fournisseur du matériel, la société Vitogaz. Les rapports de contrôle ont été fournis.

Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 4 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
Constats : <p>L'exploitant a produit le dernier contrôle de conformité des installations électriques, qui a été réalisé le 4 avril 2024 par la société Veritech et a donné lieu à quatre rapports détaillés, un par bâtiment.</p> <p>L'exploitant a également communiqué le dernier contrôle de conformité des installations de gaz, réalisé par la société fournissant les équipements, la société Vitogaz.</p> <p>Comme indiqué plus haut, l'exploitant a réalisé un plan détaillé de son site, localisant les points à risque. Ce plan détaillé est affiché sur un grand panneau à l'entrée principale du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 5 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18**Thème(s) :** Élevage, Pollution**Prescription contrôlée :**

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.

Constats :

Le site est raccordé au réseau public d'alimentation en eau potable. Au surplus du compteur général, utilisé pour la facturation par le délégataire du service public, l'exploitant suit les consommations d'eau, bâtiment par bâtiment. Ce suivi est relié au système d'automate qui déclenche une alarme en cas d'anomalie de consommation.

Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 6 : Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les bâtiments sont correctement ventilés. L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage. En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites. Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : <ul style="list-style-type: none">- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.
Constats : Pour le confort des animaux et pour prévenir les émissions anormales dans l'atmosphère, la ventilation intérieure est dynamique et pilotée par le système d'automate. Ce dernier s'appuie sur des sondes de température et d'hygrométrie pour programmer le fonctionnement des différents ventilateurs et autres éléments de régulation de l'aération intérieure. En cas de panne ou d'anomalie, l'automate génère une alarme qui est relayé immédiatement sur les téléphones de l'exploitant. Au surplus, aucune accumulation de poussières n'a été constatée lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 7 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. » Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020
Constats : L'exploitant est à jour de ses obligations en matière d'estimation et de déclaration annuelle de ses émissions dans l'air (déclaration GEREP).
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 8 : Compostage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les composts sont élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée,- la température des andains est supérieure à 55 °C pendant quinze jours ou à 50 °C pendant six semaines. Lorsque les quantités des matières traitées dépassent les seuils de la rubrique 2780 prise en application du livre V du code de l'environnement, les installations correspondantes sont déclarées, enregistrées ou autorisées à ce titre.
Constats : Les effluents de l'élevage sont exportés vers une plate-forme de compostage tierce, qui en assure le traitement, la normalisation et la commercialisation. Le compostage permet ainsi une meilleure maîtrise des amendements des cultures réalisés à partir de la matière organique générée par l'activité d'élevage.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 9 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 25
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'exploitant estime les émissions d'ammoniac de l'établissement à l'aide d'un bilan massique sur l'azote (en se basant sur les quantités d'aliment ingérées, les performances de l'animal et la teneur en MAT du ou des aliments)
Constats : L'exploitant est à jour de ses obligations en matière d'estimation et de déclaration annuelle de ses émissions dans l'air (déclaration GEREPA). Il utilise pour ce faire l'outil mis à disposition sur le site du Ministère de la Transition Écologique.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 10 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 32
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'établissement dispose d'un système de ventilation dynamique, associé à un système d'abreuvement ne fuyant pas
Constats : Comme indiqué plus haut et suivant les déclarations réalisées par l'exploitant dans le dossier de réexamen de son autorisation environnementale (directive IED), ce dernier dispose d'un système d'automate, qui assure le pilotage, le contrôle et la surveillance de la ventilation dynamique de chaque bâtiment et de leur consommation d'eau. En cas d'anomalie, une alarme est relayée directement sur les téléphones de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 11 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 5
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'exploitant vérifie et ajuste si nécessaire les quantités d'eau délivrées par les systèmes d'abreuvement
Constats : Comme indiqué plus haut et suivant les déclarations réalisées par l'exploitant dans le dossier de réexamen de son autorisation environnementale (directive IED), ce dernier assure le pilotage et le paramétrage d'un système d'automate, qui gère ensuite la consommation d'eau de chaque bâtiment. Ce paramétrage tient compte des besoins physiologiques des animaux, qui évoluent en fonction de leur âge, de leur santé et de paramètres d'ambiance, comme la température extérieure. En cas d'anomalie, une alarme est relayée directement sur les téléphones de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 12 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 13
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : Les conditions de sortie d'air des bâtiments sont optimisées
Constats : Suivant les déclarations réalisées par l'exploitant dans le dossier de réexamen de son autorisation environnementale (directive IED), ce dernier dispose d'un système de ventilation dynamique, piloté, bâtiment par bâtiment, par un automate. La localisation des ventilateurs et des trappes a été choisie pour répondre aux objectifs de la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 13 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 11
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'exploitant distribue une alimentation humide, en granulés ou, pour les systèmes d'alimentation sèche, contenant des matières premières huileuses ou des liants
Constats : Suivant les déclarations réalisées par l'exploitant dans le dossier de réexamen de son autorisation environnementale (directive IED), ce dernier distribue une alimentation répondant à la réglementation environnementale.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 14 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 11
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'établissement dispose d'un système de ventilation conçu et utilisé pour une faible vitesse de l'air à l'intérieur des bâtiments
Constats : Suivant les déclarations réalisées par l'exploitant dans le dossier de réexamen de son autorisation environnementale (directive IED), ce dernier dispose d'un système de ventilation dynamique, piloté, bâtiment par bâtiment, par un automate. La localisation des ventilateurs et des trappes a été choisie pour répondre aux objectifs de la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 15 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 27
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'exploitant estime les émissions de poussières à l'aide de facteurs d'émission
Constats : L'exploitant est à jour de ses obligations en matière d'estimation et de déclaration annuelle de ses émissions dans l'air (déclaration GEREP). Il utilise pour ce faire l'outil mis à disposition sur le site du Ministère de la Transition Écologique.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 16 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 1, 2, 9, 12, 26 et 29
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de contrôle et d'entretien de ses installations
Constats : L'exploitant a mis en place un plan d'entretien et de suivi de ses installations. Néanmoins, il fait part de la lourdeur de ce dispositif, considérant le très petit nombre de personnes intervenant dans l'élevage de façon régulière.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 17 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article MTD 23
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare ses émissions dans l'atmosphère
Constats : L'exploitant est à jour de ses obligations en matière d'estimation et de déclaration annuelle de ses émissions dans l'air (déclaration GEREP). Il utilise pour ce faire l'outil mis à disposition sur le site du Ministère de la Transition Écologique.
Type de suites proposées : Sans suite